

L'ASSOCIATION DES ZAOUIAS ACCUSE DES «CERCLES OCCULTES»

La guerre de représentativité fait rage

Une guerre de représentativité fait rage au sein de l'Association nationale des zaoüias. L'aile de Kaddour Gouaiche, ex-conseiller à la présidence, revendique la légitimité et accuse des cercles «occultes» de vouloir torpiller l'association. Plus explicite, son vice-président pointe du doigt «ceux qui veulent empêcher Bouteflika de briguer un troisième mandat».

Au lendemain d'une rencontre qui, aux dires des premiers responsables de l'association, a regroupé les représentants des zaoüias des 48 wilayas, le bureau national a tenu à rencontrer la presse au cours d'une conférence de presse durant laquelle Gouaiche s'est refusé à faire tout commentaire. L'ancien conseiller de Bouteflika cité dans plusieurs affaires de malversation a préféré laisser parler son vice-président, Chaffi. Interrogé sur la crise intestine qui secoue l'association, ce dernier a clairement accusé des cercles voulant empêcher Bouteflika de briguer un troisième mandat de vouloir torpiller l'association. Il estime également que les accusations portées contre Gouaiche ne sont pas fondées, expliquant que «les avocats ont épluché le dossier, il nous ont certifié qu'il était vide. Ce sont des allégations, une pure affaire politique». Le vice-président de ladite association a en effet estimé que ce sont les déboires du président qui ont attisé les appétits de «certains». Il explique que pendant l'incarcération de Gouaiche et par «souti de préserver» l'association, l'idée de créer un bureau provisoire est née. C'est à cette période qu'un certain Cheriet Badreddine s'est manifesté, se présentant dans un premier temps comme un mécène.

«Petit à petit, ce dernier a dévoilé ses intentions. C'est un entrepreneur, il a beaucoup d'argent et pensait pouvoir acheter tout le monde pour occuper le poste de président de l'association. Il ne savait pas que cette dernière n'était pas à vendre même si certains avaient des vues sur le siège et auraient bien voulu le récupérer», raconte Chaffi qui ajoute que les «sages» de l'association l'ont repoussé sans ménagement mais qu'il avait bénéficié de la complicité de deux membres exclus de l'association pour s'introduire au niveau du bureau de l'actuel président et de s'autoproclamer premier responsable. Pour le vice-président de l'Association des zaoüias, il ne subsiste aucun doute sur la légitimité de Gouaiche qui a été plébiscité par une assemblée générale.

Le vice-président a fait savoir que l'association avait saisi la justice pour «usurpation de fonction», ce qui n'empêche pas l'aile de Cheriet de continuer à parler au nom de l'association et qui, selon les termes de la requête introduite devant la justice, dit «être mandaté par le général Toufik et le général Smail». Malgré ses problèmes internes, l'Association des zaoüias n'a pas perdu de temps pour annoncer son soutien à Bouteflika à l'issue de la réunion de deux jours.

Dans le communiqué final lu hier, l'association considère que «seuls les ennemis de l'Algérie et les personnes manquant de discernement peuvent s'opposer à ce projet».

N. I.

CONSEQUENCE DU RETARD DANS LES SIGNATURES DES PROGRAMMES D'IMPORTATION

Pénurie de médicaments

L'insuline, le Loxen, le Tegréto, le Celestène et plusieurs autres médicaments manquent dans le marché, et ce, depuis le début de l'année, que ce soit au niveau de certaines structures hospitalières, chez les grossistes ou les officines en raison du retard dans la signature des programmes d'importation. Pour ce qui est de l'insuline, le problème a été provoqué par l'exigence du ministère de la Santé aux importateurs de réduire leur demande afin de permettre à Saïd d'épuiser son stock dont la date limite d'expiration est octobre 2008.

Ilhem B. Tir - (Le Soir) - Certains médicaments essentiels utilisés dans le traitement de pathologies chroniques et cardiaques manquent de manière considérable. Il s'agit notamment de ceux utilisés par les hypertendus comme le Loxen et l'Atakand et par les épileptiques tels que le Tegréto. Quelques anti-inflammatoires comme Smecta, Celestène et le Diprostène se font également rares au même titre que le Calcibronat et l'trogestone utilisé en gécologie.

Le manque d'insuline est dû à l'intervention du ministère de la Santé, celle produite par Saïd est protégée et privilégiée, et ce, par

une décision gouvernementale. D'ailleurs, depuis le début de la production, les responsables du secteur ont toujours tenu à préciser que l'Etat encourageait la production nationale, notamment celle de l'insuline que fabriquait Saïd. La priorité voire l'exclusivité sera donnée à l'insuline de Saïd qui sera produite en quantité suffisante et du temps sera accordé au groupe pour qu'il puisse maîtriser la production, se placer sur le marché et gagner enfin la confiance du consommateur algérien. Un objectif à atteindre et pour lequel, les responsables de la santé iront jusqu'à freiner l'importation afin que Saïd puisse épuiser son stock.

Par ailleurs, la pénurie dans certains médicaments a été, selon les concernés, provoquée par le retard de la délivrance des programmes d'importation pour les opérateurs. Le ministère de la Santé, qui s'est engagé en décembre 2007 à signer tous les programmes après avoir exigé des importateurs la révision de leurs programmes et imposé l'importation de 45% de produits génériques, s'est rétracté. Et ce n'est qu'à la fin du mois de janvier que les programmes d'importation des médicaments et des matières premières pour l'année 2008 ont commencé à être signés et libérés progressivement aux importateurs.

Des majorations de 20% ont été accordées à certains d'entre eux puisque les dossiers ont été traités au cas par cas. Ce blocage des signatures, qui n'a pas manqué d'avoir des répercussions négatives sur la disponibilité des médicaments sur le marché, a été prescrit par la direction de la pharmacie qui avait demandé aux opérateurs de réduire les prévisions pour l'année 2008,

histoire de réduire la facture du médicament, en augmentation d'année en année, et d'assainir la situation.

Cependant, les opérateurs en pharmacie, qui redoutaient une rupture de stock de produits pharmaceutiques dans les trois prochains mois, ont eu finalement raison et la production n'interviendra qu'à partir du mois d'avril prochain.

Il est à rappeler qu'un courrier a été adressé le mois de décembre 2007 au ministre de la Santé par l'Union des opérateurs en pharmacie à propos de cette nouvelle décision de la direction de la pharmacie.

D'ailleurs, une réunion a regroupé les représentants de l'Unop avec la secrétaire générale du ministère de la Santé le 29 décembre 2007 qui avait promis de débloquent la situation. En attendant, la disponibilité des médicaments fait toujours défaut et le premier touché étant le malade qui reste otage de la mauvaise gestion et de la spéculation de certains importateurs.

I. T.

FEMME RURALE ET FEMME AU FOYER

Se former pour se prendre en charge

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, El Hadi Khaldi, a présidé, hier, à la salle El Mouggar, à Alger, la cérémonie de clôture de la conférence nationale autour de la stratégie de la formation et d'accompagnement de la femme au foyer et de la femme en milieu rural.

Farid S. - Alger (le soir) - La conférence, dont les travaux ont duré deux journées, s'est achevée sur une série de recommandations, synthétisées dans trois rapports d'ateliers. Des rapports lus en plénière en présence, de M. Khaldi, de la ministre déléguée chargée de la Famille, Nouara Djaâfar, du ministre de l'Agriculture, Saïd Barkat, et du secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale et de l'Emploi. Les femmes ainsi réunies en conférence nationale ont, pour l'essentiel, sollicité des facilitations pour une meilleure réussite des différents mécanismes et dispositifs d'insertion

mis en place en faveur de la femme au foyer et de la femme rurale. Ainsi, l'atelier relatif à la politique et à la stratégie nationale pour la femme au foyer et la femme rurale, en tant que facteur de développement, a recommandé l'élargissement des propositions de formations en même temps que la possibilité de perfectionnement en cours du soir. L'atelier a aussi recommandé la protection des métiers artisanaux. La revalorisation de la prime destinée aux femmes au foyer, fixée actuellement à 1 500 DA, a fait partie des préoccupations exprimées. Le second atelier, relatif, lui, aux dispositifs spéciaux en faveur de la femme au foyer et de la femme rurale, a recommandé l'appui de cette politique par des campagnes d'information et de vulgarisation. Il a également recommandé l'allègement des dossiers requis pour le bénéfice des crédits. Les femmes ont réclamé aussi l'élargissement des délais de remboursement des crédits alloués. L'atelier a considéré que les aides fournies pour l'acquisition de la matière première est en deçà des

besoins. Il a sollicité qu'elles soient revues à la hausse pour qu'elles atteignent les 50 000 DA contre 27 000 actuellement. Le troisième atelier, portant plan d'action et intégration, a recommandé l'élaboration d'un programme multisectoriel au profit de cette catégorie de femmes. Il a aussi recommandé la création d'une banque de données ainsi que la mise à la disposition de ces femmes de fiches techniques à même de les aider à se retrouver dans les dédales des conditionnalités d'accès aux différents crédits. Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a rassuré les femmes ayant assisté à cette conférence quant à une prise en charge par le gouvernement des recommandations émises. Notons que cette cérémonie a débuté avec une heure de retard sur l'horaire prévu. La raison, selon Khaldi, qui a tenu à s'en excuser, est que les femmes devant rejoindre la salle El Mouggar depuis Bab-El-Oued ont été bloquées dans les embouteillages.

F. S.

SAÏD SADI À RADIO CANADA :

«Pour une surveillance internationale qualifiée et massive des élections»

Après les Etats-Unis, c'est au Canada que Saïd Sadi est allé porter la voix des démocrates algériens. La lointaine et super-puissante Amérique du Nord découvre donc un discours autre que celui assourdissant du pouvoir et des islamistes.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans une interview avec la première chaîne de radio canadienne, le président du RCD est longuement revenu sur la situation politique en Algérie. «Au jour d'aujourd'hui, nous avons en Algérie, dira le patron du RCD, un chef d'Etat qui va réviser la Constitution, qui va violer la Constitution en fait pour se porter président à vie. Et le moins que l'on puisse dire, est que cela est une insulte à tout ce qui a fondé l'Algérie contemporaine.» Posant l'équation en ces termes crus, Saïd Sadi dira toute sa crainte de ce que «force à cet arbitraire, l'islamisme va rebondir». Battant en brèche ces clichés consistant à présenter l'Algérie comme pays ressuscité grâce à l'avènement de Bouteflika en 1999, Saïd Sadi rappellera que «lorsque Bouteflika était arrivé, l'islamisme était déjà vaincu dans son expression politique et son agression militaire, grâce à la résistance citoyenne et non pas à l'armée.» La démarche de Bouteflika dans tout ça ?

«Il y a eu deux choses, expliquera le président du RCD : d'abord la concorde civile que moi-même j'avais votée en tant que député et qui disait trois choses très simples : dépôt d'armes sans condition, pas de reconstitution du parti à l'origine de la tragédie, sanction des crimes de sang. Mais le problème avec le président Bouteflika est qu'il vit de son passé au lieu d'avoir un projet politique. Et au lieu d'avoir une stratégie de développement, il passe son temps à régler des comptes dans le sérail et il produit un texte — la charte pour la réconciliation nationale — qui dit exactement l'inverse !» Lequel texte qui, pour cause «interdit de parler de terrorisme. Et là, ce n'est pas seulement le dédouanement de tous ceux qui se sont embarqués dans le terrorisme, mieux il s'agit carrément de leur promotion. Et là, je crains qu'Al-Qaïda se soit appuyée sur cette manipulation pour infiltrer les régions du Maghreb et du Sahel». La grande corruption qui gangrène

le régime algérien aidant, Sadi estime que «l'on est arrivé aujourd'hui à la situation où Bouteflika veut récupérer ce phénomène (l'intégrisme ndr) pour l'utiliser contre l'armée qu'il considère, à tort ou à raison, être opposée à lui, fera qu'Al-Qaïda a compris que le régime était fragilisé et elle a choisi l'Algérie pour pénétrer durablement la zone Afrique du Nord-Sahel après avoir tenté de le faire, en vain à travers le Maroc et la Tunisie».

Cela étant, le président du RCD ne manquera pas de rappeler ses responsabilités au monde occidental. «L'Occident ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. L'on ne peut pas avoir encouragé l'islamisme pendant des décennies au motif de l'opposer au communisme, on ne peut pas avoir encouragé les régimes les plus rétrogrades et les potentiels de tout le monde arabe et musulman, on ne peut pas rester silencieux et complice d'un certain nombre d'abus dont est victime le courant démocratique et se plaindre que face à l'arbitraire, l'islamisme ait du grain à moudre.» Aussi, «il y a un choix à faire et l'Algérie est un exemple de ce type de situation». Avant de préciser davantage sa pensée. «Dans le

cas algérien, l'équation est tragiquement simple : fraude électorale égale corruption. Corruption égale misère sociale. Misère sociale égale terrorisme ou immigration, formelle ou clandestine. Si l'on veut que l'Algérie retrouve son espérance, son envie de construire sa nation, il faut que les scrutins aient été surveillés par une autorité internationale qualifiée (...) Il n'y a plus en Algérie d'autorité civile ou militaire pour gérer de manière neutre cette élection (présidentielle). Citant comme exemple l'élection de 2004, Saïd Sadi rappellera qu'«après une campagne où nous étions trois candidats à faire course égale, l'armée s'est abimée dans la fraude et transformé l'élection en un score bréjnévien». Et comme conclusion, Saïd Sadi livrera ces deux messages : à Bouteflika d'abord «l'on ne peut pas frauder indéfiniment et se plaindre de ce que la population se désintéresse de la chose électorale». A la communauté internationale ensuite : «il faut en Algérie une surveillance internationale qualifiée et massive comme cela s'était fait au Pakistan qui est pourtant une puissance régionale et même nucléaire».

K. A.